



BRÉSIL, UNE ÉCONOMIE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Pierre SALAMA¹

Du point de vue structurel, la plupart des pays sud-américains ont de nombreux points communs : des inégalités de patrimoine et de revenus très importantes ; une informalité des emplois et un taux de pauvreté conséquents ; une reprimarisation de l'économie ; une détérioration de l'environnement importante ; une ouverture financière plus grande que l'ouverture commerciale ; une désindustrialisation précoce ; une tendance à la stagnation économique ; un niveau de violence extrêmement important ; une défiance vis-à-vis des institutions en raison de la corruption et du clientélisme ambiant ; un rapport le plus souvent ambiguë vis-à-vis des mouvements évangéliques fortement implantés (Salama P., 2020). Le Brésil coche toutes ces cases. Ce sont en quelque sorte les dix plaies du Brésil. A celles-ci s'ajoute une histoire politique révélatrice de la fragilité de la construction de la démocratie (nostalgie pour certains de la période dictatoriale de la fin des années soixante à la fin des années soixante-dix – *abertura* en 1979 –, bruits de bottes de nouveau avant les élections d'octobre 2022).

Tel est le contexte global. L'objectif de cet article est de présenter un bilan économique de la présidence de Bolsonaro (01. 01. 2019 - 01.01. 2023). Dans une première partie, nous analyserons le triangle des incompatibilités : inégalités prononcées des revenus – reprimarisation de l'économie – forte croissance économique et si on ajoute l'environnement, nous pourrions ajouter l'impossible quadrature du cercle. De cette impossibilité résultent une stagnation économique, un maintien de fortes inégalités, voire avec la hausse accélérée des prix en 2022, une détérioration du niveau de vie surtout des plus pauvres, enfin une atteinte grave à l'environnement avec la déforestation croissante.

1. Latino-américaniste, professeur émérite, Université Sorbonne - Paris Nord, CEPN, UMR n°7234. L'auteur tient à remercier Razafindrakoto M., Roubaud F. et Saludjian A.

<https://doi.org/10.54695/pal.119.013>





Deux faits entéléchiens² : la pandémie, la guerre en Ukraine, choquent une économie déjà « malade ». Ce sont des révélateurs de la crise structurelle que connaît le Brésil. Ce sont également des révélateurs des points d'inflexion dans le fonctionnement du marché du travail. Ce sont des surprises qui nous interrogent. Nous analyserons ces surprises dans une seconde partie.

I. UNE ÉCONOMIE À LA DÉRIVE

Bien que le taux de croissance ait été un peu plus élevé sous les présidences de Lula (01.01.2003 - 01.01.2011), il est en moyenne annuelle faible depuis quatre décennies. La reprimarisation s'accélère avec la déforestation de la forêt amazonienne et ses dégâts sur l'environnement et la vie des indiens y vivant sont de plus en plus importants. La désindustrialisation perdure dans les années 2000 sous la présidence de Bolsonaro.

Une politique sociale de redistribution des revenus en faveur des personnes les plus modestes et pauvres (Bourse famille, aide aux logements, « Faim zéro³ »), un effort dans l'éducation favorisant l'accès des plus pauvres aux universités, comme celles pratiquée sous les présidences de Lula I et II et de Dilma Rousseff I et II (01.01.2011-31.08.2016, démise de ses fonctions), sont souhaitables et nécessaires, mais ont un effet relativement limité si la croissance ne reprend pas de manière significative et durable.

2. Les faits entéléchiens ont des causes externes, peu prévisibles et qui perturbent profondément les parcours économiques des pays et rendent peu crédibles des perspectives à long terme lorsqu'on ne tient pas compte de ces événements. Les économistes tiennent en général peu compte de la possibilité d'apparition de faits entéléchiens à la différence aujourd'hui des écologues qui se penchent sur le « preparedness », c'est-à-dire « sur des maladies qui n'ont pas encore existé » (Robin M.M., p.34 et suiv., 2021).

3. Et peuvent être réversibles. José Graziano da Silva, coordinateur du plan Faim zéro (2003) et ancien directeur de la FAO considère : « Il faut que les politiques de sécurité alimentaire soient des politiques d'Etat et non des politiques de gouvernement. Le droit à l'alimentation est inscrit dans la Constitution brésilienne, tout comme les droits à la santé et à l'éducation. Mais à la différence de ces deux derniers, il n'y a pas de ligne budgétaire déterminée constitutionnellement pour le droit à l'alimentation. Ce qui permet au gouvernement actuel de réduire les budgets, voire de les supprimer. Il est incroyable de voir comment Bolsonaro a démantelé ce qui avait été construit, et à quel point il y est parvenu rapidement. Il est revenu sur l'intégralité du programme, à l'exception de quelques mesures parmi les plus populaires, comme le dispositif de cantines scolaires, un des seuls à être maintenus aujourd'hui. » in *Le Monde* 7 juin 2022. Selon les résultats obtenus par le réseau PENSSAN (Brasileira de Pesquisa em Soberania e Segurança Alimentar e Nutricional in *O Valor* du 8 juin 2022), le nombre de personnes ayant une insécurité alimentaire grave et souffrant de la faim atteint 15,5 millions de personnes et ceux non affectés par une insécurité alimentaire sont au nombre de 88,2 millions de personnes. Entre ces deux extrêmes, l'insécurité alimentaire est soit légère pour 28 millions de personnes, soit modérée pour 15,2 millions de personnes. La faim concerne davantage de personnes en termes relatifs dans le Nord et le Nord Est.





Plus le taux de croissance est faible moins la probabilité qu'un enfant né pauvre puisse ne plus l'être une fois arrivé à l'âge adulte. La principale conséquence sociale d'un faible taux de croissance moyen du PIB sur longue période est donc une *faible mobilité sociale* qu'une politique sociale de transferts sociaux, d'éducation a peine à contrecarrer.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB brésilien 1996-2018

1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
2.2	3.4	0.3	0.5	4.4	1.4	3.1	1.1	5.8	3.2	4	6.1	
2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018			
-0.1	7.5	4	1.9	3	0.5	-3.5	-3.3	1.3	1.8			

Source : IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatísticas), 2021.

Tableau 2 : Taux de croissance du PIB sous le Présidence de Bolsonaro, 2019-2022

	2019	2020	2021e	2022p	2023p
Taux de croissance du PIB	1.2	-3.9	4.9	1.4	2.7

Source : World Bank, 2022, p.86 ; « e » estimation, « p » prévu : compte tenu d'un fait entéléchien (la guerre en Ukraine), le taux de croissance de 2023 sera probablement inférieur à celui prévu. La Morgan Bank estime que la croissance devrait être de 0.5%. Le PIB est mesuré au prix de marché moyen (2010-2019) converti en dollar au taux de change moyen sur cette période.

La crise de 2015-2016 a été au Brésil la plus importante que ce pays a connu depuis celle des années 1930. A la différence des autres crises dans le passé, cette sortie de crise n'a pas donné lieu à une reprise vive. Elle a été poussive : très faible taux de croissance. La pandémie ensuite, en 2020, a été un révélateur de ses problèmes structurels⁴.

Pourquoi un si faible taux de croissance sur longue période ? Est-ce à cause des inégalités de revenus et de patrimoine trop importantes, une reprimarisation et une désindustrialisation importante et au final une absence de politiques industrielle permettant qu'émergent des secteurs dynamiques au niveau international ?

4. Nous avons développé ce thème dans Salama P., 2020, dans le chapitre 2 intitulé « Pourquoi les pays latino-américains souffrent ils d'une stagnation économique sur longue période ? » pp. 43-95. Voir également Cepal, 2021c.





a. Les inégalités de revenus importantes sont-elles un frein à la croissance ?

Les inégalités de revenus sont très élevées. Le Gini⁵, indicateur des inégalités, se situe autour de 54 sur une échelle de 0 à 100. Après impôts directs et transferts de revenus vers les plus pauvres, le Gini baisse de deux points environ alors que dans les pays avancés il baisse de 12 à 14 points grâce à une politique fiscale beaucoup moins régressive et à des transferts sociaux plus conséquents qu'au Brésil. Contrairement à ce qui a pu être annoncé, notamment sous les deux présidences de Dilma Rousseff (01.01.2011-31.08.2016, destituée en 2016), il n'a quasiment pas baissé, le revenu des plus riches ayant été sous-estimés dans les enquêtes. Lorsqu'on se réfère aux revenus déclarés aux impôts des 10% les plus riches et qu'on ne se limite donc pas aux déclarations faites à la PNAD, la baisse annoncées des inégalités n'apparaissent pas⁶ (figure 1).

5. Le coefficient de *Gini* est un indicateur global des inégalités mettant en rapport les pourcentages de la population et les pourcentages du revenu distribué. Population et revenus, en pourcentage, forment les deux côtés d'un carré. La distribution des revenus est plus ou moins inégale selon les pays : 10% de la population touchent par exemple 5% des revenus, 20% reçoit 9%, etc. Le croisement des ordonnées et des abscisses définit une ligne courbe nommée courbe de *Lorentz*. Celle-ci représente la distribution personnelle des revenus. La surface existant entre cette ligne et la diagonale, rapportée à la moitié de la surface du carré constitue un indicateur des inégalités, nommé Gini. On peut observer des surfaces semblables à différents moments du temps, donc un Gini stable, avec cependant des courbes de *Lorentz* différentes, ce qui en termes clairs signifie qu'un même Gini est compatible avec des distributions de revenus différentes : les hausses relatives des revenus des plus pauvres et des plus riches peuvent être compensées par la baisse relative de celle des couches moyennes, ce n'est évidemment pas toujours le cas et les variations du Gini sont un indicateur simple qui en général doit être complété par d'autres indicateurs comme les rapports entre les quintiles, et d'autres indicateurs plus sophistiqués comme ceux de Atkinson ou de Theil.

6. Medeiros M. *et al.* (2014) ; Morgan M., 2018. Nous avons nous même analysé la paradoxe entre les déclarations gouvernementales soulignant la baisse des inégalités de revenus alors qu'avec la globalisation financière et commerciale, dans tous les pays on observait une augmentation des inégalités et surtout une montée quasi vertigineuse de la part des revenus des 5% les plus riches, voir Salama P. (2006 et 2012).



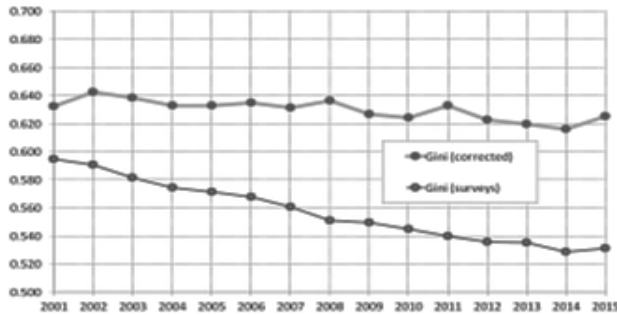


Figure 1 : Variations du Gini avant taxe et transfert mais pensions incluses, 2001-2015. Gini officiel et Gini corrigé.

Source : Morgan M. (2017) Ces données sont confirmées par les travaux de la Cepal (b) pour 2020 qui présente un indice Gini supplémentaire qui tient compte des intérêts non distribués et ajouté automatiquement par les institutions financières au compte capital des détenteurs. Ce Gini serait alors de 0.69, p.59.

Selon les calculs de la Cepal (2021a), les inégalités de revenus baissent légèrement pendant la période de la pandémie qu'elles soient mesurés par le Gini (en 2017, le Gini était 0.534 et en 2020, 0.52) ou par quintile. C'est un paradoxe en soit car « normalement », lors d'une crise économique, les inégalités augmentent. Le nombre de milliardaires s'est accentué sous la mandature de Bolsonaro et leur richesse moyenne également. Sur les 104 personnes les plus riches d'Amérique latine, 64 sont brésiliens selon les données de Forbes reprises par la Cepal (2021b, p.65). Le patrimoine des milliardaires brésiliens en pourcentage du PIB correspond à 16.1% du PIB du Brésil. Leur richesse moyenne mesurée en dollars courant de 2020 est 136 849 fois plus élevée que celle de la population adulte. Leur patrimoine a légèrement baissé entre 2019 et 2020 (-21%), cette baisse a été plus que compensée par la hausse survenue entre 2020 et 2021 (52%).

Le Brésil est un pays très inégal dans sa distribution des revenus. La demande des ouvriers et des catégories modestes est très éloignée de celle des classes moyennes et riches. Même lorsqu'on tient compte de l'importance de la population, la dimension globale des classes moyennes et riches, reste trop faible par rapport aux segments de l'offre qui produit les biens durables dont elles sont les principales clientes, d'autant plus qu'avec le progrès technique la dimension optimale de l'offre dans ces segments croît. La rentabilité dans ces secteurs est alors trop réduite, insuffisante par rapport à d'autres opportunités d'investissement dans la construction, dans la finance, dans la production de matières premières. La discussion théorique porte dès lors sur l'émergence, la consolidation de comportements rentiers liée à ce modèle de croissance excluant. L'ampleur du marché intérieur est insuffisante, malgré la taille importante en termes de population, pour que des segments d'offre porteurs de dynamisme puissent être suffisamment rentables. A l'augmentation de la demande de biens durables, d'équipement, répond une augmentation des importations de ces biens plutôt qu'un accroissement de la production locale, surtout lorsque la contrainte externe est relâchée.





Avec la globalisation, l'économie brésilienne s'est certes ouverte au commerce international mais au final elle reste relativement fermée. Le poids des exportations brésiennes dans les exportations mondiales est faible et reste stable. Il est passé de 1% à 1,2% de 1980 à 2012 (probablement un peu plus avec la hausse de la valeur des exportations de matières premières), alors que celles de la Chine passait de 1% à 12% entre les mêmes dates. En termes absolus le Brésil est davantage ouvert que dans les années soixante-dix, mais en terme relatif son ouverture est la même. La contrainte de compétitivité joue davantage qu'hier où le pays était plus protectionniste, mais le relâchement de la contrainte externe grâce au boom des exportations de matières premières dirigées rend possible des importations à des prix moins élevés que ceux de la production nationale. On pourrait penser alors que grâce à cette ouverture les contraintes d'offre (dimension croissante avec le progrès technique) pourraient être en partie levées, comme elles ont pu l'être en Corée du sud – pays six fois plus petit en terme de population –, la demande externe s'ajoutant à celle interne insuffisante du fait des inégalités de revenus. La contradiction entre dimensions de l'offre et dimension de la demande pour les secteurs dynamiques pourrait alors être résolu. Ce n'a pas été le cas, sauf exception pour quelques entreprises. Le comportement rentier a prévalu (cf. *supra*). Le résultat est que le taux d'investissement est médiocre surtout si on le compare à celui des pays asiatiques et paradoxe, avec la baisse des inégalités, quand bien même serait-elle plus faible que ceux annoncés hier, la croissance a ...baissé.

Tableau 4 : Evolution de la formation brute de capital en% du PIB, 2017-2021

	Evolution du taux d'investissement (FBCF/PIB)					Différences entre années			
	2017	2018	2019	2020	2021	21-20	21-19	21-18	21-17
FBCF/PIB Prix courants	14.6%	15.1%	15.5%	16.6%	19.2%	2.6	3.7	4.1	4.6
FBCF/PIB Prix de 2021	15.6%	16.1%	16.5%	17.1%	19.2%	2.1	2.6	3.1	3.6

Source : IBGE.

b. Un comportement rentier renforcé par la reprimarisation

Par rapport aux exportations globales le Brésil exporte de plus en plus de produits primaires que dans les années 1950-1990. Cette reprimarisation des exportations date du début des années 2000 et s'est poursuivie sous la présidence de Bolsonaro. La reprimarisation est un facteur de vulnérabilité important dans la mesure où la valeur des exportations dépend de plus en plus de la demande de matières premières sur lesquelles le Brésil a peu de prise dans la mesure où elle dépend de la forte demande des pays asiatiques principalement, mais aussi de sa volatilité.





Selon le Ministère de l'industrie, du commerce extérieur et services (MDIC), les exportations de produits primaires correspondent à un peu plus de la moitié des exportations totales brésiliennes en 2020, soit 17% pour le soja, 13% pour le pétrole et dérivés du pétrole (hors produits chimiques), 10% pour les minerais, 6% pour la viande, 4% pour le papier et la cellulose, 3% pour le sucre de canne, 2% pour le café et 1% pour le bois. Par rapport au début du XX^e siècles exportations de matières premières, celles d'aujourd'hui sont à la fois différentes (beaucoup plus de soja et moins de café) et produites avec des technologies plus sophistiquées (pesticides, *etc.*).

Si on se limite au soja en grain, on observe une forte hausse des volumes exportés en millions de tonnes à partir de 2017 et une relative stabilité ensuite, à l'exception de 2019. Les prix ont connu par contre une forte hausse en 2021. La valeur de ces exportations a donc cru, ainsi qu'on peut le constater dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Exportations de soja en grains et valeur des exportations de farine et d'huile de soja 2016-2022

	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022**
Volume en millions de tonnes	51.6	68.2	83.6	74.1	83	86.1	86.9
Prix moyen en dollar/tonne	375	377	397	352	344	449	530
Valeur en milliards de dollars	19.3	25.7	33.2	26.1	28.6	38.6	46.1
Valeur farine de soja	5.8	5.2	5	6.7	5.9	5.9	7.6
Valeur huile de soja	1.2	0.9	1	1	0.7	0.8	1.4

Source : Associação Brasileira das Industrias de Oleos Vegetaisbiove *estimation, **projection.

Les exportations totales (primaires et industrielles) du Brésil sont relativement diversifiées. Il en est de même de leurs destinations quand bien même celles dirigées vers la Chine et l'Asie ont pris de plus en plus d'importance comme on peut le voir ci-après :





Tableau 6 : Destination des exportations brésiliennes en milliards de dollars, 2019-2021

	2019	2020	2021	Variation 21/19
Chine	63.4	67.8	87.8	38.5%
Asie	93.2	99.3	130.2	39.7%
Etats-Unis	29.7	21.5	31.1	4.7%
Amérique du Sud	28	22.7	34	21.4%
Union Européenne*	30	27.6	36.6	22%
Total	221.1	209.2	280.6	26.9%

Source : Secretaria de Comercio Exterior, *sans le Royaume Uni.

D'une manière générale, les exportations de matières premières sont volatiles. Les publications du Fonds Monétaire International sur les matières premières montrent que l'ampleur des « booms » est supérieure à celle des chutes ces dix dernières années mais que la durée des chutes l'emporte sur celle des « booms ». La vulnérabilité d'un pays qui se (re) spécialise sur l'exportation de matières premières est de ce fait élevée dans la mesure où celui-ci a peu de prises sur ces évolutions parfois brutales.

La reprimarisation peut favoriser une désindustrialisation. Ce n'est pas le cas dans tous les pays, mais cela l'est au Brésil. Dans un contexte international marqué par l'essor des économies asiatiques et leur dépendance vis-à-vis de certaines matières premières, les profits retirés d'un retour à une insertion internationale centrée sur l'exploitation et la vente de celles-ci sont le plus souvent supérieurs à ceux rendus possibles par l'exploitation de la force de travail dans l'industrie, surtout lorsque celle-ci est soumise à une forte concurrence et qu'elle pâtit d'une compétitivité insuffisante. S'ajoute à cela que les profits retirés de la financiarisation détournent pour partie l'investissement dans le secteur industriel⁷. Au total le taux d'investissement est faible, nous l'avons vu, ce qui produit logiquement une désindustrialisation relative sur longue période.

Les exportations de matières premières, du fait de leur ampleur, relâchent la contrainte externe et provoquent une appréciation de la monnaie nationale face au dollar en termes réels (déflaté par un indice de prix). Cette

7. Beaucoup a été écrit sur la financiarisation, ses causes et ses effets, voir notre article (Salama P., 2018). Notons le dernier article de Bruno M., 2022. Ajoutons que l'attrait vers les titres publics de la part des entrepreneurs et des banques a été moins soutenu lors de la présidence de Bolsonaro : les taux d'intérêt réels de base (le Selic), hier très élevés, étant devenus négatifs de 2020 à mai 2022, la hausse du taux de base étant moins rapide que celle des prix.





appréciation de la monnaie nationale serait à l'origine de la désindustrialisation observée. Elle facilite en effet les importations en les rendant moins couteuse en réais, les exportations de produits industriels, hors matières premières, étant à l'inverse pénalisées parce que devenant moins compétitives. Les premières se substituent en partie à la production nationale, les secondes ont moins d'espace pour renforcer cette production nationale.

Les présidences de Lula (1 et 2) et de Rousseff (1) ont connu des fortes appréciations de la monnaie nationale (entrecoupées de crises de change) et une désindustrialisation conséquente contre la quelle Rousseff (2) a tenté de s'opposer.

Tableau 7 : Taux de change, base indice 1999 = 100, 2019 – fev. 2022

	Taux de change réel R/ dollar	Taux de change effectif
2019	69.8	55
2020	77.1	60.6
2021	64.4	52.9
01.2022	66	56.7
02.2022	62.2	52.2

Source : Instituto de Pesquisa Economica Aplicada : IPEA, l'augmentation de l'indice signifie une dépréciation et inversement.

La relation appréciation de la monnaie nationale – désindustrialisation n'est cependant pas toujours pertinente. Ces dernières années on ne connaît pas d'appréciation du taux de change significatives et parallèlement pas de réindustrialisation. Le réel ne connaît pas ces dernières années une appréciation significative face au dollar. Les taux de change réel face au dollar (déflaté par l'indice des prix aux producteurs : IPA) et le taux de change réel effectif (pondéré en plus par la répartition géographique des exportations) connaît une dépréciation dans les quatre premiers mois de 2020, due principalement à la crise puis une relative stabilité. Pour autant, le maintien relatif du taux de change ne se traduit pas par une remontée du poids de l'industrie de transformation dans le PIB.

En résumé, le taux de change est une des causes de la désindustrialisation possible, sans plus, surtout lorsqu'il n'est pas accompagné d'une politique industrielle active. Les inégalités importantes de revenus et l'appréciation de la monnaie nationale militent en faveur de comportements rentiers mais l'influence de ces facteurs pourrait être contrecarrée par une politique industrielle conséquente, un Etat « développeur » favorisant l'innovation et l'essor de branches dynamiques au niveau international. Force est de constater que cela n'a pas été le cas. L'effort en recherche développement reste à un niveau médiocre, autour de 1% du PIB alors qu'il avoisine 4.5% du PIB en Corée du Sud.





L'insuffisance des investissements dans l'industrie génère peu d'emplois. La désindustrialisation diminue le coefficient d'emplois créés par point de croissance et à fortiori favorise le maintien d'emplois informels à un niveau élevé. La désindustrialisation dans les secteurs dynamiques favorise les emplois peu qualifiés dans des secteurs industriels peu capitalistiques – où dominent largement des petites entreprises –, générateurs de pauvreté dans le travail et d'informalité. L'essor des services – hors secteur financier, télécommunications, *etc.*, fortement capitalistiques – favorise le maintien voire l'essor relatif des emplois informels et de la pauvreté dans le travail sauf si des politiques sociales plus énergiques sont décidées.

Tableau 8 : Part de l'industrie de transformation dans le PIB à prix constant, en%, 2010-2021

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
13.75	13.55	13.02	13.04	12.37	11.69	11.46	11.58	11.54	11.38	11.31	11.33

Source : IBGE.

La désindustrialisation sur longue période, le maintien relatif de son poids dans le PIB à un niveau faible ces dernières années s'accompagne d'une modification du contenu de l'industrie de transformation : moins de secteurs porteurs, détruits en partie du fait de leur faible compétitivité internationale, davantage de secteurs peu capitalistiques. La désindustrialisation observée se traduit par un déficit croissant de la balance commerciale de l'industrie de transformation et plus particulièrement des produits industriels sophistiqués. Lorsqu'on décompose les soldes de la balance commerciale de l'industrie de transformation selon leur intensité technologique, on constate que ces soldes sont négatifs pour tout ce qui concerne les produits de haute et moyenne-haute technologie et positifs pour les produits de faible technologie.

Tableau 9 : Soldes de la balance commerciale des produits de moyenne-haute et haute technologie, 1^{er} trimestre 2010 – 1^{er} trimestre 2022, en millions de dollars

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Moyenne – haute	-7716	-11276	-12323	-14285	-14112	-12579	-6573	-6667	-8272	-11074	-12097	-13997	-17168
Haute	-5905	-6540	-7484	-7547	-8127	-6796	-4227	-5281	-6206	-6400	-7746	-8011	-10902

Source : Instituto de Estudos para o Desenvolvimento Industrial, Carta IEDI n°1143, 2022, les produits de haute technologie sont principalement ceux de l'industrie pharmaceutique, du matériel informatique, des équipement radio et TV, des instruments médicaux et d'optiques de précision, ceux de moyenne-haute technologie sont principalement les machines et équipements électriques, les véhicules automobiles, les produits chimiques hors pharmacie, les machines et équipements mécaniques. A noter que dans ces catégories, il n'y a au Brésil aucun produit de l'industrie extractive et des services. On les trouve dans les produits exportés-importés de moyenne-basse technologie.

Si, au total, le solde de la balance commerciale est positif, c'est parce que les exportations de matières premières font plus que compenser le déficit de la balance commerciale de l'industrie de transformation.



**Tableau 10 : Solde la balance commerciale 1^{er} trimestre 2010 – 1^{er} trimestre 2022, en millions de dollars**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mat 1°	7233	12275	14550	10153	11857	8130	9467	16118	15489	15733	17151	22314	25314
Ind de transf.	-7121	-9973	-13035	-16976	-18891	-14613	-2104	-3104	-5740	-11254	-14359	-14227	-13516
Total	112	2302	1516	-6824	-7034	-6483	7363	13014	9749	4479	2792	8087	11799

Source : idem, à partir de MIDC, classification de l'OCDE.

La balance des comptes courants (solde de la balance commerciale et d'un ensemble de services comme le versement de dividendes et le paiement des intérêts à l'étranger, le tourisme, *etc.*) est déficitaire. Ces déficits sont compensés principalement par l'entrée des investissements étrangers directs, eux-mêmes ensuite générateurs de dividendes versés à l'étranger, de profits rapatriés.

II. DES SURPRISES QUI INTERROGENT

La crise économique ouverte en 2020 interroge. On observe en effet un retrait du marché du travail conséquent, plus important que lors des précédentes crises, une baisse des emplois informels plus conséquente que celle des emplois formels, une réduction du taux de pauvreté pendant quelques mois, suivie d'une forte augmentation avec la reprise inflationniste suite au dérèglement du commerce international en 2021 et en 2022 (figure 2), le revenu du travail chute, un peu plus de 8% en moyenne entre mars-avril-mai 2012 et décembre-janvier-février 2021⁸, affectant surtout les plus pauvres. Avec la guerre en Ukraine, la hausse des prix s'accélère – plus de 12% particulièrement ceux des produits alimentaires, plus de 16% de février 2021 à février 2022 (Boletim macro *op. cit.*).

a. Première surprise : l'*Auxilio Emergencial*

Contrairement à ce à quoi on aurait pu s'attendre, compte-tenu du programme économique et social très libéral du Ministre des Finances Guedes, la politique vis-à-vis de ce ceux qui perçoivent de faibles revenus (*Auxilio Emergencial*) a été soutenue pendant quelques mois lors de la crise ouverte due à la pandémie en 2020 et la pauvreté, malgré la crise, a légèrement baissé. Avec la réduction de l'ampleur de ce programme et la reprise inflationniste, la pauvreté a remonté. Une crise (celle de la pandémie) chevauchant l'autre (celle de la guerre en Ukraine), les effets dépressifs sur la croissance et l'accélération de la hausse des prix, la pauvreté a poursuivi son mouvement ascensionnel interrompu un court instant.

8. Source : IBGE, in Folha de Sao Paulo 31 Mars 2022, <https://www1.folha.uol.com.br/mercado/2022/03/taxa-de-desemprego-e-a-menor-desde-2016-mas-rendai-88-em-um-ano.shtml>





Les politiques adoptées par la présidence Bolsonaro vis-à-vis de l'éducation, de l'université ont été, elles, l'objet de mesures d'austérité importantes et ciblées politiquement. Celles vis-à-vis des afro-brésiliens désignés comme paresseux, des indiens considérés comme obstacles à la modernisation et objets de dépossession de leurs terres, ont été des politiques d'exclusion manifestes. La politique présidentielle suivie pour lutter contre la pandémie a été irresponsable, voire criminelle. La politique suivie par des gouverneurs, des maires a probablement atténué ces effets mais pour autant le nombre de décès reste imposant : 670 000 morts fin mai 2022, soit plus de 3 130 par millions d'habitants selon les données évaluées par l'université John Hopkins. Il est un des plus élevés du monde.

Encadré : *Auxilio emergencial*

La politique d'aide, l'*Auxilio emergencial*, approuvée par le Congrès le 30 mars 2020, cherchera surtout à maintenir la demande des plus pauvres, tout au moins pendant quelques mois, freinant ainsi la chute du PIB en 2020 contrairement à ce qu'on a pu observer au Mexique du fait de la quasi absence de cette politique (Salama P., 2021). Il est destiné aux travailleurs informels, quel que soit leur statut (salariés ou non) ayant de bas revenus.

La décision de mettre en place un soutien massif mais temporaire à la demande des catégories les plus défavorisées s'explique probablement par les risques politiques d'un refus du confinement de part du gouvernement (« ceux qui refusent d'aller travailler n'ont pas être payés ») en opposition aux décisions de plusieurs gouverneurs. Pour limiter ces risques le congrès a décidé cet *auxilio emergencial* et différents amendements l'ont rendu plus généreux. A l'origine opposée à ces mesures, le Président a pu pendant quelques mois en tirer un profit politique, sa côte de popularité augmentant avec le versement de cette aide, puis chutant au terme de ces versements.

Un fonds supplémentaire, destiné lui aux salariés formels – le BEm (« *programa emergencial de manutencao do emprego da renda* »), vise à compenser pour partie la baisse de revenus liée à une plus grande flexibilité dans le temps de travail. Ce dernier est relativement proche du « chômage partiel » pratiqué dans des pays avancés, mais son montant est relativement faible. Il est consacré au maintien en poste de salariés formels en échange d'une flexibilité plus grande quant aux heures de travail, c'est-à-dire la possibilité de réduire leur temps de travail, de recevoir une aide publique en compensation de la réduction de leurs salaires pour les salariés n'ayant pas de fortes rémunérations.

Les sommes mobilisées pour financer l'*auxilio emergencial* ont été rapidement mises en exécution et décaissées. Elles bénéficient à 67 millions de personnes. Les personnes inscrites dans les registres de l'assistance sociale ont automatiquement bénéficié de cette aide à condition qu'elles se désistent du bénéfice d'aides comme la bourse famille beaucoup moins « généreuse », ainsi que 30 millions de personnes inconnues des services de l'Etat. Ces « invisibles » ont été incorporés sur la base déclarative.





Il concerne, comme nous l'avons vu, ceux qui ont un statut informel et s'élève à 600 réais par mois (1 200 pour les mères célibataires) versés durant la durée de ce programme dont la fin été repoussée jusque décembre 2020, avec une réduction sensible de son montant.

Les sommes versées sont considérables surtout lorsqu'on les compare à celles de la bourse famille. Elles sont destinées à davantage de personnes. Pour ce qui concerne l'aide destinée à ceux qui ont le statut de travailleurs formels, l'aide vise à compenser pour partie la baisse de revenus liée à une plus grande flexibilité dans le temps de travail. Elle est douze fois moins importante que *l'auxílio emergencial*. Source : Voir Razafindrakoto M. et Roubaud F., 2021, et des mêmes auteurs plus Saludjian A., 2022. Voir également Lustig N. et Trasberg M., 2021.

Le coût économique de cette politique et la réduction des recettes publiques dues à l'ampleur de la crise économique en 2020, expliquent en grande partie l'accroissement du déficit primaire (déficit avant le service de la dette publique du au paiement des intérêts). Celui-ci s'est élevé à -9,9% du PIB en 2020 contre -1,2% en 2019. Le déficit budgétaire se creuse, la dette publique augmente de 14 points en un an malgré la loi de responsabilité fiscale et la règle d'or. L'ensemble de ces contraintes est parfois contourné par des astuces de présentation ou des reports (*pedalas* mais aussi *precatorio* : versement de primes au lieu d'augmentation de salaires dans la fonction publique payables selon des échéanciers non définis et sur des fonds inexistantes pouvant provenir de privatisations futures). C'est ce qui explique qu'il puisse y avoir des déficits publics considérables et en fortes augmentations comme en 2020 malgré ces contraintes. La dette publique brute a augmenté de 14.5 points du PIB entre 2019 et 2020, passant de 74.3% à 88.8% du PIB entre ces deux dates. Source : Tesouro Nacional. Elle devrait légèrement baisser en 2021 grâce à la reprise économique et à la réduction de *l'auxílio emergencial*.

b. Seconde surprise : un retrait conséquent du marché du travail

Lors de la crise ouverte de 2020, le taux de participation – rapport entre la population économiquement active 9 et la population en âge de travailler – chute de manière importante. Cette chute correspond à un retrait d'une

9. Rappelons qu'il s'agit des personnes ayant un emploi, formel ou informel, auxquelles s'ajoutent celles qui recherchent un emploi. Les inactifs ne font pas partie de la PEA, ils sont hors du marché du travail. Les personnes qui ont un emploi à temps partiel et qui souhaiteraient travailler davantage sont comptabilisées dans les personnes occupées et non chômeurs, catégorie B, comme c'est le cas dans les pays avancés. Le taux de participation est la PEA rapportée à la force de travail en âge de travailler.





partie de la population du marché du travail, plus particulièrement des plus pauvres. Elle a été plus importante que lors des crises précédentes¹⁰.

Comment se fait-il qu'une partie de population se mette en retrait du marché du travail lors des crises ouvertes alors que la salarisation croissante et la monétarisation qui va avec s'accompagnent en général d'une augmentation des taux d'activité, que celle-ci soit salariée ou non, formelle et informelle ? Comment se fait-il que cela concerne surtout les catégories les moins aisées voire pauvres, à la différence probablement de ce qu'on observe depuis deux ans aux Etats-Unis ?

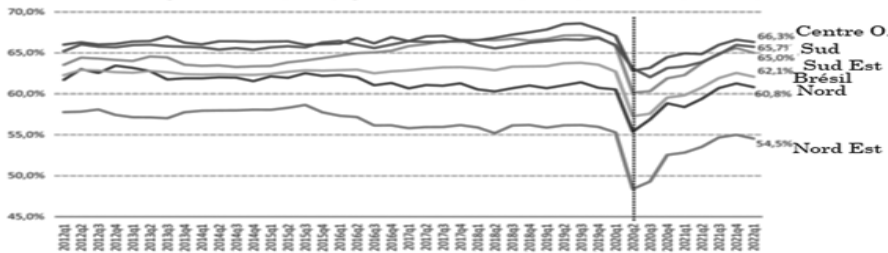


Figure 2 : Taux de participation, Brésil et ses régions, 2012-2022

Source : FGV/IBRE, Boletim Macro, n°131, maio 2022.

Le retrait du marché du travail affecte surtout les plus pauvres. Le taux de participation est plus faible dans les régions dites « pauvres » (le Nord-Est par exemple), là où la pauvreté est la plus importante que dans les régions plus « riches » (le Sud par exemple) et sa baisse lors de la crise récente y est de plus grande ampleur. En soi, cela constitue une première surprise.

Il y a plusieurs explications à ce retrait : en période de crise, la probabilité de trouver un emploi est plus faible. L'analyse du taux de découragement

10. Le pourcentage des emplois occupés dans la population en âge de travailler baisse de 56,2% au premier trimestre 2015 à 53,1% au premier trimestre 2017 (crise de 2015-2016). Entre le premier trimestre 2020 et le troisième trimestre 2020, ce pourcentage chute de 53,5% à 47,1%. La population inemployée lors de la crise de 2015-2016 augmente de 4,8% à 8,5%. Lors de la crise de 2020, le pourcentage de la population inemployée dans la population en âge de travailler augmente peu passant de 7,5% à 8%. La grande différence entre les deux crises est dans le pourcentage des inactifs (hors marché du travail) : alors que dans les mêmes périodes, ce pourcentage est relativement stable lors de la première crise, autour de 38,5%, il augmente de 39% à 44,7% en 2020, ce qui est considérable en si peu de temps (Corseuil *et al.*, 2020). Afin d'éviter d'éventuelles confusions, rappelons qu'il ne s'agit pas dans cette étude de la population économiquement active (PEA) mais de population occupée (donc hors chômage). Rappelons enfin que le taux de chômage est calculé par rapport à la PEA. Il est par définition plus important que taux d'inemployés puisque celui-ci est mesuré par rapport à la population en âge de travailler. La baisse de la population économiquement active explique pour partie le maintien du taux de chômage à un niveau élevé au troisième trimestre 2020, soit 14,6% de la population économiquement active.





montre effectivement une hausse importante des personnes découragées en 2020 et une réduction ensuite avec la reprise économique. L'aide importante décidée par le gouvernement en soutien aux plus pauvres leur a permis de survivre y compris sans travailler. Enfin un renforcement de la solidarité familiale a probablement facilité de retrait.

Ces explications sont pertinentes mais insuffisantes. On observe en effet au Mexique où cette aide a été faible pendant la crise ouverte, un retrait du marché du travail plus important et on peut alors s'interroger sur le fait de savoir s'il n'y pas à prendre en considération d'autres facteurs (Salama P., 2021) dont l'analyse dépasserait le cadre de cet article.

Avec la reprise, le taux de participation remonte sans pour autant atteindre le niveau où il se situait avant la pandémie. Le taux de participation en février 2020 est de 62.7% et en février 2022 de 61.6% selon l'IPEA (*op. cit.*). Le taux de chômage baisse de 14.7% à 10.5% en Avril 2022 mais au sein de la population occupée le pourcentage de ceux qui occupent un travail à temps partiel augmente et se situe 23.2% de la population occupée selon enquêtes de la PNAD.



Figure 3 : Evolution du taux de chômage sous les trois dernières présidences

Source : IBGE.

c. Troisième « demie » surprise

L'informalité devrait augmenter durant les périodes de crise. Dans cette approche, l'informalité est vue comme une « éponge » : les travailleurs perdant leur emploi se réfugient pour survivre dans des emplois informels, Ce n'est pas le cas. Les emplois formels tendent à s'informaliser pour partie avec la flexibilisation du travail et la hausse de la précarité ; les emplois informels tendent en partie à se formaliser avec l'accès aux prestations sociales sans contribution préalable. Les frontières entre l'informalité ne sont plus les mêmes qu'hier (Razafindrakoto *et al.*, 2022). Il y a de plus en plus un entrelacement d'activités (emplois) informelles et formelles, les unes s'appuyant sur les autres et réciproquement. Des formes nouvelles





d'informalités apparaissent liées à l'essor des nouvelles technologies. Grâce à internet et aux plateformes, de nouvelles formes de travail se sont développées connues sous le vocable de « ubérisation des emplois », le travailleur ayant un statut d'autoentrepreneur, travaille dans une grande précarité avec une protection sociale le plus souvent très faible.

Tableau 11 : Taux d'informalité, Brésil et régions, 2019 1^{er} trimestre – 2022 1^{er} trimestre

Période	Nord	Nord est	Sud est	Sud	Centre ouest	Total
2019 1 ^{er} tri	56.54	53.39	34.45	32.16	37.57	40.37
2020 1 ^{er} tri	56.48	52.46	33.65	30.37	37.49	39.50
2021 1 ^{er} tri	55.32	53.24	33.11	29.28	37.28	39.11
2022 1 ^{er} tri	56.61	53.62	34.18	31.27	36.86	40.10

Source : FGV/IBRE, *op. cit.*, à partir des données de la PNAD/IBGE.

La chute des emplois informels est de 12.6% en 2020, période de crise ouverte. Les plus affectés sont les travailleurs ayant une faible scolarité et employés dans les services. La baisse des emplois formels est plus faible, soit de 4.1%. En 2021, avec la reprise, les emplois informels augmentent de nouveau, davantage que les emplois formels et en décembre 2021, ils se situent 1.2% au-delà de ce qu'ils étaient juste avant la pandémie, alors que les emplois formels sont 0.5% plus élevés que leur niveau d'avant la crise, une partie des chômeurs retrouvant un emploi qui pour presque un tiers sont des emplois à temps partiel (Schymuro, 2022).

En résumé, si on considère les *quatre pôles* suivants : le taux de chômage, la population économique active, le taux des emplois formels et celui des informels, on observe que le taux de chômage, déjà élevé à la veille de la pandémie, augmente peu puis baisse lors de la reprise. La population économiquement active baisse fortement pour croître à nouveau avec la reprise économique, les emplois informels baissent de manière absolue davantage que les emplois formels pendant la crise. La baisse prononcée des emplois informels ne se traduit donc pas par une augmentation importante du taux de chômage, mais par un *retrait conséquent du marché du travail*, les licenciements des travailleurs protégés ne favorisant pas ou peu une recherche d'emplois informels, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre.

d. Quatrième surprise : la pauvreté en recul en période de crise ouverte et en essor lors de la reprise

Selon les données de la Cepal (2021b), la pauvreté extrême, après avoir augmenté lors de la forte crise de 2015-2016 jusqu'en 2019, a baissé ensuite.





Elle est passée de 5.8% à 5.1%. La pauvreté absolue¹¹ a évolué en parallèle, passant de 20.2% en 2019 à 18.4% en 2020, malgré la crise, grâce à la politique soutenue de transferts monétaires durant la pandémie que nous avons présentée.

Tableau 12 : Evolution de la pauvreté durant la pandémie au Brésil

	Taux de pauvreté		Millions d'individus	
	Extrême pauvreté	Pauvreté	Extrême pauvreté	Pauvreté
Observé avant la pandémie	6.6%	24.8%	13.9	51.9
Observé en juillet 2020	2.4%	20.3%	5	43
Observé en octobre 2020	5.1%	24.6%	10.9	52.1
Simulation sans AE	10.7%	31.4%	22.6	66.4
Simulation avec AE de 2021	9.1%	28.9%	19.3	61.1

Source : Nassif Pires L., Cardoso L. et Matos de Oliveira A-L, 2021. Selon des modalités de calcul un peu différentes, on observe les mêmes évolutions suivantes, les données de la PNAD étant recalculé à partir de lignes de pauvreté internationales établies par la Banque Mondiale.

A partir de critères différents pour mesurer la pauvreté, ceux de la Banque Mondiale, les évolutions de la pauvreté sont semblables.

Tableau 13 : Taux de pauvreté extrême : revenus inférieur à 1.5 dollar jour PPA12 de 2011, Brésil et deux régions, la plus « riche » et la plus « pauvre »

	2014	2019	2020
Brésil	4.7	6.8	6.7
Nord est	9.8	14.2	10.4
Sud	1.5	2.3	2.8

Source : IBGE à partir des enquêtes de la PNAD continua et les critères de la Banque Mondiale, in Duque D., 2022.

11. **Pauvreté absolue** : sont pauvres les individus (les ménages) qui ne parviennent pas à obtenir un certain niveau de revenu. Celui-ci se définit comme le revenu permettant à la fois l'achat de biens de consommation, dont le contenu en calories doit conduire à une reproduction physique de cet individu (ou du ménage), et le paiement d'un certain nombre de services (logement, transports, etc.). Dans ce cas on affecte aux enfants et aux personnes âgées une pondération inférieure à 1. **Pauvreté extrême ou encore indigence** : situation dans laquelle se trouvent des individus (des ménages) dont le revenu ne leur permet pas d'acquérir les biens de consommation nécessaires à leur reproduction physique.

12. Le taux de change de parité de pouvoir d'achat (PPA) est calculé à partir d'un principe simple : un panier biens semblables devrait avoir le même prix quel que soit le pays. La quantité de réais nécessaire pour obtenir ce panier au Brésil est alors comparée à la quantité de dollars nécessaire pour l'obtenir aux Etats-Unis. De cette comparaison découle le taux de change de PPA.



**Tableau 14 : Taux de pauvreté : revenus inférieurs à 5.5 dollars PPA de 2011**

	2014	2019	2020
Brésil	23.8	25.9	24.1
Nord est	42	44.6	40.5
Sud	10.9	12	12.9

Source : idem.

Selon Duque D., 2022, avec la reprise inflationniste, la pauvreté augmente de nouveau à partir du 3^e trimestre de 2020.

CONCLUSION

Des décennies de stagnation de la croissance du PIB par tête entrecoupées de petites phases de croissance suivies de reprises hier vives, aujourd'hui poussives, une marginalisation dans l'économie mondiale, un découplage prononcé avec les économies asiatiques, un niveau de pauvreté absolue encore élevé, des inégalités de revenus et de patrimoine insoutenables, une violence qui tend à devenir systémique, une défiance élevée vis-à-vis du personnel politique et des institutions caractérisent les pays latino-américains et plus particulièrement le plus important d'entre eux : le Brésil. Sombre tableau, pessimiste certes mais cependant lapidaire. Quelques surprises, fussent-elles temporaires, nous interrogent, et appellent à construire de nouveaux concepts pour analyser la société dans son mouvement ouvrant la voie à une politique alternative centrée sur une distribution des revenus moins inégale et une politique industrielle davantage agressive.

Le Brésil est un pays aujourd'hui à la croisée des chemins. Les ruptures sont déjà présentes précipitées par la pandémie, la guerre en Ukraine, l'épuisement politique de la présidence actuelle. Celles des brasiers au sens métaphorique du terme, sont proches avec de possibles changements radicaux de vivre la démocratie, de modifier en profondeur la société vers plus d'inclusions et demain de reprise économique respectueuse de l'environnement. Rêves que cela ? mais comme le disait Valéry, le pessimisme de la raison n'est-il pas source d'optimisme du cœur. Nous avons analysé les raisons de ce pessimisme, quant à l'optimisme... il est du ressort des Brésiliens qui font leur Histoire dans des conditions qui ne sont pas déterminés par eux.

BIBLIOGRAPHIE

Associação Brasileira das Industrias de Oleos Vegetaisbiove (<https://abiove.org.br/>)
Bruno M., « A financeirização como limite estrutural ao desenvolvimento brasileiro: fundamentos teóricos, indicadores e prognósticos » in J.C. Cardoso (sous la direction de), *Dominancia financiera e privatizacoe das finanças publicas no Brasil*, ed FONACATE. 2022



- Cepal (a), *Anuario estadística de America Latina y el Caribe*, Santiago du Chili, 2021, <http://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/ambientales/indicadores-ambientales-iaii/anuario-estadistico-de-la-cepal>
- Cepal (b), *Panorama Social de America Latina*, Santiago du Chili, 2021,
- Cepal (c), *La paradoja de la recuperacion en America Latina y el Caribe*, 2021,
- Corseuil C.H., Franca M., Padilha G. Ramos L., Russo F., 2020, Comportamento do mercado de trabalho brasileiro em duas recessões : análise do período 2015-2016 e da pandemia de Covid-19, Nota técnica n° 92, IPEA,
- Duque D, *Pobreza infantil monetaria no Brasil*, UNICEF p.1-40, p. 2022.
- Gaulard M. et Salama P. *L'économie de l'Amérique latine*, aux éditions Bréal, 2020
- IBGE, *Síntese de indicadores sociais : uma análise das condições de vida da população brasileira*, p.1-210, 2021, www.ibge.gov.br/estatisticas/sociais/saude/9221-sintese-de-indicadores-sociais.html?=&t=resultados
- Instituto de Estudos para o Desenvolvimento Industrial, Carta IEDI n°1143, 2022, https://www.iedi.org.br/cartas/carta_iedi_n_1143.html,
- Instituto de Pesquisa Economica Aplicada : IPEA, <https://portalibre.fgv.br/revista-conjuntura-economica/estatisticas-indices>,
- FGV IBRE : Boletim Macro, n° 131, 2022, <https://portalibre.fgv.br/publicacoes/economia-aplicada/boletim-macro/o-tamanho-do-aperto-monetario-la-fora-e-aqui>
- Lustig N. et Trasberg M., « How Brazil and Mexico Diverged on Social Protection in the Pandemic », *Current History*, n°823, 2021, <https://online.ucpress.edu/currenthistory/article/120/823/57/115913/How-Brazil-and-Mexico-Diverged-on-Social>.
- Ministerio da industria, comercio exterior e servicios : MDIC, (<http://comexstat.mdic.gov.br/pt/home>)
- Medeiros M. et al., « O topo da distribuição de renda no Brasil : primeiras estimativas com dados tributarios e comparação com pesquisas domiciliares, 2006-2012 » mimeo, Universidade de Brasília , 2014.
- Morgan M., « Falling Inequality beneath Extrem and persistent Concentration : New Evidence for Brazil Combining National Account, Survey and Fiscal Data ». *WID, Working paper n°12*, 1-78. 2018
- Nassif Pires L., Cardoso L. et Matos de Oliveira A-L, « Genero e raça em evidencia durante a pandemia no Brasil : o impacto do auxilio emergencial na pobreza e na extrema pobreza » in *Centro de pesquisa en macroeconomia da desigualdades*, nota tecnica n°10, 1-8, 2021: <https://madeusp.com.br/wp-content/uploads/2021/04/NPE-010-VF.pdf>
- Razafindrakoto M. et Roubaud F., « Bolsonaro et la Covid-19 au Brésil : réflexions autour d'un double paradoxe », *Revue de la Régulation*, 29, 2021 : <https://journals.openedition.org/regulation/20124>
- Razafindrakoto M., Roubaud F. et Saludjian A., « Crises, informalité et reconfigurations sur le marché du travail : quatre décennies de bouleversements économiques au Brésil », mimeo, à paraître dans la revue *Regulation*, 2022.
- Robin M.M., *La fabrique des pandémies*, La Découverte, 2021
- Salama P., *Le défi des inégalités, Une comparaison économique Amérique latine / Asie*, Paris, La découverte, 168 p., 2006
- Salama P., *Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Armand Colin, Collection U, 230 p., 2012





Salama P. « Financialization in Brazil : a paper tiger, with atomic teeth ? » in Faruk Ulgen, *Financial development, economic crisis and emerging market economies*, Routledge, 2018.

Salama P. *Contagion virale, contagion économique, risques politiques en Amérique latine*, aux éditions du Croquant, 165 p.2020

Salama P, « Brésil, Mexique, une pandémie dévastatrice qui interroge », *Recherches Internationales*, 2021

Schymuro L.G, « Mercado de *trabalho* : momento macro é desanimador, mas *hà toda uma agenda micro* », *Carta do IBRE*, 2022, <https://portalibre.fgv.br/revista-conjuntura-economica/carta-da-conjuntura/mercado-de-trabalho-momento-macro-e-desanimador>

Secretaria de Comercio Exterior (<http://www.investexportbrasil.gov.br/secretaria-de-com%C3%A9rcio-exterior>)

Tesouro Nacional, Relatorio de projeções da dívida publica, 2021, https://sisweb.tesouro.gov.br/apex/f?p=2501:9::::9:P9_ID_PUBLICACAO:38868.

World Bank, Global Economic Prospects, 1° sem. 2022

